

La Turquie entre l'impasse et l'inconnu

Samir Saul

La trahison des élites — austérité, évasion fiscale et privatisation au Québec

Numéro 787, novembre–décembre 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83780ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Saul, S. (2016). La Turquie entre l'impasse et l'inconnu. *Relations*,(787), 10–11.

tente entre le Royaume-Uni et l'UE, alors que c'est fort probablement la plus grande menace qui pèse sur la capacité du Canada et des pays européens de développer démocratiquement leurs politiques publiques. Le nouveau secrétaire d'État, Priti Patel, veut pour sa part que l'argent destiné à l'aide étrangère le soit en fonction des intérêts commerciaux du Royaume-

Uni. Et l'idée de baisser encore davantage les impôts des entreprises est vite revenue à l'avant-scène, ce qui accélérerait la transformation du Royaume-Uni en un paradis fiscal à part entière.

Même l'éducation n'est pas épargnée. Alors que les « *grammar schools* » – ces écoles certes publiques mais réservées aux meilleurs élèves – semblaient enfin une chose du passé (sauf quelques exceptions), elles reviennent en force.

Face à cette offensive tous azimuts, les forces sociales progressistes du Royaume-Uni peinent à répondre. Si la campagne pour le Brexit et la xénophobie qu'elle a stimulée ont soulevé des protestations (les manifestations « *Refugees Welcome* » par exemple), les progressistes restent en mauvaise posture. Le conflit en cours au Parti travailliste, qui divise les partisans de Jeremy Corbyn, son chef, et ceux qui veulent son départ, en distrait plusieurs. Cela n'aide en rien les luttes urgentes à mener alors que le gouvernement de Theresa May déplace rapidement le centre de gravité politique du Royaume-Uni vers l'extrême néolibéralisme et un nationalisme nostalgique. Des éléments de la gauche politique semblent même avoir abandonné l'idée de défendre le principe de la libre circulation des personnes, tentant, au mieux, de limiter les dégâts.

Cela est inacceptable. Que le Royaume-Uni ait décidé de quitter l'Union européenne ne signifie pas qu'un chèque en blanc a été signé aux éléments les plus réactionnaires du pays pour faire ce qu'ils veulent. C'est pourquoi notre mouvement, Global Justice Now (ex-World Development Movement), a identifié sept sujets prioritaires englobant des enjeux tels que la libre circulation des personnes, les droits des travailleurs et les changements climatiques, qui ne doivent pas faire l'objet de reculs ou de compromis lors des négociations avec l'UE. Partout au Royaume-Uni, on voit des signes d'une résistance qui se développe pour faire face aux conséquences d'un Brexit qui signifie, dans les faits, une autre avancée du programme néolibéral. Le temps presse. ☺

* Traduit par Matthew Nini, en collaboration avec Catherine Caron.

LA TURQUIE ENTRE L'IMPASSE ET L'INCONNU

La volonté de la Turquie de s'ériger en modèle politico-économique dans la région a été contrecarrée par le conflit syrien.

Samir Saul

L'auteur est professeur d'histoire à l'Université de Montréal

La Turquie fait beaucoup parler d'elle. Attentats, putsch raté, purge des opposants au régime et revirements diplomatiques l'ont mise à l'avant-scène de l'actualité internationale. Théâtre d'une lutte à finir entre deux courants islamistes, elle passe de l'affrontement à la réconciliation avec la Russie, fait l'inverse avec les États-Unis, s'en prend aux Kurdes avec qui l'apaisement était acquis, commandite le djihadisme en Syrie et subit le terrorisme comme un effet boomerang. Tensions intérieures et turbulences internationales provoquent chez elle retournements fréquents et politiques contradictoires.

Essayons de comprendre ce qui s'y passe. La Turquie s'engage dans la voie néolibérale en 1981. Son économie s'ouvre et s'intègre à l'économie mondiale. Les forces du marché en deviennent le moteur. Il s'ensuit des désordres économiques et politiques. Arrivé au pouvoir en 2002, le Parti justice et développement (AKP) prend la suite d'une autre formation islamiste, le Parti de la vertu, dissous en 2001. S'il représente les milieux d'affaires, il dispose aussi d'une base populaire. L'AKP bénéficie de la croissance de l'économie internationale. « Émergente », l'économie turque se situe alors au 17^e rang dans le monde.

La Turquie se pose en modèle de pays alliant une économie de marché, un constitutionnalisme politique et un islam conservateur. Désespérant de pouvoir adhérer à l'Union européenne, elle joue de ses atouts linguistiques ou religieux pour nouer des relations avec les populations turcophones des ex-républiques sovié-

La FAE fête ses 10 ans

Depuis dix ans, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) se mobilise pour défendre l'école publique à travers la dénonciation des coupes budgétaires, la lutte pour le maintien de l'égalité des chances ou encore la revendication de meilleures conditions de travail pour les enseignants. Son président, Sylvain Mallette, estime que la FAE « porte une vision humaniste de l'école publique, en proposant des solutions réalistes et viables qui s'enracinent dans le quotidien des profs ». La fédération regroupe aujourd'hui huit syndicats qui représentent 34 000 enseignantes et enseignants québécois. Ses orientations pour les trois prochaines années ont été définies à la fin juin lors de son 6^e congrès. Voir : <lafae.qc.ca>.

FOUCAULD

Prophète des temps modernes

Le centenaire de la mort de Charles de Foucauld, tué le 1^{er} décembre 1916 en plein désert du Sahara où il vivait en ermite, mais aussi en plein conflit mondial et civilisationnel, est ponctué de colloques et d'ouvrages qui actualisent de façon étonnante l'œuvre du moine d'origine française. Un colloque international se tiendra à l'Université Laval les 2 et 3 décembre 2016. Intitulé *Charles de Foucauld, une spiritualité en marche*, il explorera le sens de cette spiritualité, entre réformes monastiques et révolution évangélique du quotidien. Parmi les ouvrages parus, retenons *Foucauld après Foucauld* de Jean-François Six (Cerf, 2016), qui explore les différentes interprétations de la façon dont ce moine a incarné ses trois grandes passions : la vie, l'absolu et les autres. C'est comme si la sécularisation et la mondialisation interculturelle actuelles en faisaient un prophète des temps modernes et un précieux compagnon de marche dans les confrontations existentielles. Voir : <charlesdefoucauld.ca>.



Manifestation d'appui au journal *Ozgur Gündem* d'Istanbul, le 16 août 2016. Accusé d'appuyer le Parti des travailleurs du Kurdistan, le journal a été fermé temporairement et 30 de ses employés emprisonnés. Photo : PC/EPA/SEDAT SUNA.

tiques en Asie et avec le Moyen-Orient, qu'elle boudait depuis le démantèlement de l'Empire ottoman. Sa politique étrangère était jusqu'à récemment celle d'un pays médiateur s'honorant d'entretenir des rapports cordiaux avec tous ses voisins.

Avec le « printemps arabe » en 2012, la Turquie envisage l'accession des Frères musulmans – courant proche de l'AKP – aux commandes dans les pays arabes. Elle voit l'occasion de mettre la région sous sa coupe en s'érigeant en modèle. Sous l'influence de ce songe « néo-ottoman », elle entame une politique brouillonne. Lorsque le conflit syrien se déclenche, elle prend parti contre la Syrie, partenaire d'hier, escomptant un succès rapide. Or, ses calculs sont déjoués par le refus de l'État syrien de se laisser abattre et par le rejet des Frères musulmans en Égypte et en Tunisie. En Syrie, où pullule une myriade de milices djihadistes, la Turquie décide d'en aider un certain nombre en leur ouvrant ses frontières dès 2011, afin de mener des guerres par procuration. Elle finit par en devenir l'otage et les attentats terroristes se multiplient chez elle.

La guerre en Syrie est à la source des déboires actuels de la Turquie. Elle contribue au ralentissement de son économie, aggravé par la perturbation des relations commerciales et touristiques avec la Russie. Sa politique étrangère devient erratique : l'objectif de « zéro problème avec les voisins » d'avant 2011 fait place aux problèmes de tous bords. La guerre en Syrie rallume le conflit avec les Kurdes qui était en voie de résolution. Menacés par les djihadistes, les Kurdes syriens et turcs prennent les armes. Le cessez-le-feu de 2012 avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est rompu et le sud-est de la Turquie s'embrase. Enfin l'autoritarisme reproché au président Erdogan alimente la contestation populaire. Le « modèle turc » a fait long feu.

Plus les États-Unis arment et encadrent de Kurdes syriens, plus la Turquie voit poindre le cauchemar de leur autonomie et l'effet d'exemplarité pour les Kurdes turcs. Elle ne peut admettre un démembrement de la Syrie, lequel serait un prélude au sien. Face au même péril, Syrie et Turquie seraient de facto solidaires : ironique retour de situation dans l'aventure

syrienne mise en œuvre par djihadistes interposés. Le cul-de-sac motive peut-être la décision d'Ankara – autre virage à 180° – d'assurer ses arrières en réglant le contentieux avec la Russie, en rétablissant les relations avec l'Iran et en changeant de ton vis-à-vis de la Syrie. On ne peut exclure que ce volte-face ait conduit les États-Unis à miser sur un coup d'État contre Erdogan, qui l'a finalement réprimé. Afin d'empêcher les Kurdes syriens de contrôler un territoire continu, l'armée turque pénètre en Syrie le 24 août 2016 et occupe une bande frontalière. Washington est obligé de se rapprocher d'Ankara. À nouveau dans leur histoire, des Kurdes sont mis sur la touche par un pays étranger dont ils ont accepté le parrainage.

L'avenir de la Turquie est tributaire d'une guerre qu'elle a contribué à entretenir en Syrie. L'occupation d'une partie du territoire syrien est en effet porteuse de risques de conflit armé avec la Syrie et la Russie, dont l'impact sur son économie et sa société ne peut être que négatif. ☹